

Note / 20	Correcteur

1 Dans son allocution du 13 avril 2020 et dans un contexte marqué par le début de la crise économique engendrée par la crise covid, le Président Emmanuel Macron déclarait : " il nous faudra rebâtir une souveraineté agricole, sanitaire, industrielle et technologique ". Pourtant sixième pays le plus riche du monde en terme de PIB, la crise sanitaire a porté le recul de la France et son incapacité a été indopendante économiquement. En effet, le manque de masques et de médicaments, produits principalement en Chine, a agit comme un révélateur : la France ne doit plus se retrouver dépendante d'un pays pour l'accès à des biens de première nécessité.

15 Dès lors, le chef de l'Etat avait également insisté sur la nécessité de définir et de mettre en œuvre une stratégie de relocalisation d'entreprises stratégiques sur le territoire national ou européen. Pour ce faire, l'Etat pourra notamment s'appuyer sur le levier des incitations économiques (subventions, politique fiscale favorable aux entreprises relocalisées).

25 Les incitations économiques sont donc des mesures incitatives ~~économiques~~, qui visent non seulement à orienter l'économie nationale, mais également à modifier les comportements des agents économiques. Néanmoins, si elles apparaissent comme des mécanismes pertinents, les incitations économiques sont-elles efficaces ?

30 Si les incitations économiques agissent en faveur d'un développement économique et durable (I), l'imperfection de certains mécanismes incitatifs limite leur efficacité et amène à approfondir et à enrichir la réflexion (II).

(1) Indiquer la nature du concours.

(2) Précisez le niveau : CME - CM1 - CM2 - CTE - CT1 - CT2 - CT1/VE - CAT2 - BSAT - BSTAT.

(3) Pour les examens de langues, préciser : active, réserve, service détaché.

(4) Ne rien inscrire dans cette case.

(5) Le candidat porte au numérateur le numéro d'ordre de la feuille et au dénominateur le nombre total de documents constituant sa composition (ex. : 1/3 puis 2/3 et 3/3).

35 Tout d'abord, les incitations économiques constituent des mécanismes efficaces qui agissent en vue d'un développement économique et durable (I)

40 En effet, elles permettent non seulement de modifier les comportements des agents économiques (A), mais elles sont également efficaces dans la mesure où les incitations économiques transforment et orientent l'économie nationale (B)

45 Ainsi, il est possible de constater une modification des comportements par le jeu des incitations économiques (A)

50 Premièrement, les incitations économiques sont efficaces car elles permettent d'agir sur les externalités. Il s'agit d'effets externes positifs ou négatifs, causés par une activité de consommation ou de production, sur une tierce personne sans qu'il n'y ait de contrepartie ou de compensation monétaire. Par conséquent, l'Etat peut encourager les activités créatrices d'externalités positives (comme les activités de recherche et de développement) par le biais d'incitations qui peuvent prendre la forme de subventions. Par exemple, dans la mesure où la théorie de la croissance endogène, formulée par les économistes Lucas et Barro, affirme que les gains de productivité résultent d'effets-experiences et d'effets-reseaux, l'Etat doit participer au financement de la recherche et de la formation.

65 A l'inverse, l'Etat peut également chercher à freiner les activités créatrices d'effets externes négatifs (ex-pollution) par le biais d'une taxe pigouvienne, de la réglementation et des normes. Par exemple, dans son programme Energie 2030, l'Etat ^{allemand} prévoit une augmentation progressive du prix de l'électricité pour inciter les ménages à réduire leur consommation d'énergie. Au final, l'internalisation de ces externalités négatives

70 permet d'améliorer le bien-être global des agents économiques et de l'ensemble de la société. En ce sens, les incitations économiques sont efficaces.

Enfin, les incitations économiques visant à modifier les comportements peuvent également s'appliquer au sein des entreprises. En effet, la théorie du salaire d'efficience soutient qu'un salaire élevé incite les salariés à augmenter leur productivité au travail. Ce système incitatif concernant la rémunération des salariés peut aussi prendre la forme de primes en fonction de la performance individuelle ou de la performance collective de l'entreprise. Incitant à accroître la productivité, ce type d'incitations économiques est alors efficace.

85 Par ailleurs, au cœur de la politique économique, les incitations économiques sont efficaces car elles contribuent à orienter l'économie nationale (B).

Premièrement, les incitations économiques peuvent s'avérer efficaces dans le cadre d'une politique conjoncturelle, par exemple pour relancer la croissance économique. Afin de relancer les dépenses de consommation, l'État peut ainsi décider d'augmenter les revenus de transfert, de baisser les prélèvements obligatoires, voire de verser des primes à l'achat sur certains types de biens (ex = véhicules neufs électriques). L'État peut également inciter en orientant l'épargne disponible, comme ce fut le cas avec la loi Monory en 1978 qui prévoyait une réduction d'impôts pour l'achat d'actions. D'autres mesures peuvent contribuer à relancer l'investissement, comme par exemple l'octroi de crédits à taux préférentiels. Enfin, l'État peut également inciter à la création d'emplois grâce à la mise en place de dispositifs d'insertion pour les jeunes et d'emplois aidés.

105

En outre, les incitations économiques sont efficaces lorsqu'elles orientent l'économie nationale dans le cadre d'une politique structurelle. Au lendemain de

110

la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 1970, le Commissariat Général au Plan proposait déjà une planification indicative avec de nombreuses incitations financières. Plus tard en 2004, l'État a décidé de développer des pôles de compétitivité avec succès. Il s'agit d'une association de firmes, de centres de recherches et d'expérimentations, d'instituts de formation, qui se regroupent autour d'un projet technologique et innovant à très forte valeur ajoutée.

115

Afin de promouvoir ces pôles de compétitivité, les incitations prennent la forme de subventions et de réduction d'impôts sur les sociétés. L'objectif est de garantir le développement économique de la région et de faire émerger de l'innovation qui est un élément moteur dans la croissance et la compétitivité des entreprises.

120

125

Enfin, les incitations économiques sont efficaces lorsqu'elles visent à inciter l'implantation de nouvelles entreprises sur le territoire national. Par exemple, l'État peut créer des zones Économiques Spéciales (ZES) et les collectivités locales peuvent décider d'instaurer des zones franches afin d'attirer des entreprises qui créent du dynamisme et de l'emploi.

130

Au final, il existe différentes formes d'incitations économiques et celles-ci ont prouvé leur efficacité. Néanmoins certains mécanismes incitatifs sont imparfaits et cela appelle à approfondir la réflexion (II).

135

140

En effet, des incitations économiques peuvent s'avérer sous-optimales, limitant alors leur efficacité (A). De fait, il convient d'étudier de nouvelles perspectives afin de trouver de nouveaux mécanismes incitatifs, à l'image par exemple de la notation extra-financière des entreprises (B).

Note / 20	Correcteur

1 Tout d'abord, certaines incitations économiques ne sont pas toujours optimales, impactant alors leur efficacité (A).

5 Promulguées, les incitations économiques visant une reprise de la croissance éco. ne produisent pas toujours les effets attendus. En effet, il existe de nombreux paramètres à prendre en compte et qui rendent ces effets incertains. Par exemple, en 1981 au début du septennat de François Mitterrand, le gouvernement avait mis en place des incitations économiques afin de relancer la consommation. Si cet objectif a été atteint, les incitations économiques ont également contribué à l'augmentation de l'inflation (au pas d'ajustement des capacités de production et pas de reprise de l'investissement), à la hausse des importations et à un déséquilibre de la balance commerciale. Par conséquent, ces incitations économiques ont eu une efficacité discutée et discutable.

15 Par ailleurs, les incitations économiques peuvent générer des effets d'aubaine, auquel cas elles ne sont pas efficaces du point de vue de l'État. Par exemple, la création d'emplois aidés et de dispositifs d'insertion favorables à un public cible peut profiter à des entreprises qui auraient embauché le profil aidé de toute façon.

20 Enfin, certaines incitations économiques ne sont pas efficaces lorsqu'elles ne sont pas suffisamment incitatives ou dissuasives. Cela peut alors donner lieu à des stratégies de contournement. Ainsi, il est possible de prendre l'exemple d'une taxe sur les activités polluantes visant à inciter les producteurs à adopter un comportement plus responsable. Si cette taxe n'est pas suffisamment élevée, c'est-à-dire inférieure au coût de dépollution, alors l'entreprise préférera payer la taxe plutôt que de dépolluer son activité.

(1) Indiquer la nature du concours.

(2) Précisez le niveau : CME - CM1 - CM2 - CTE - CT1 - CT2 - CT1/VE - CAT2 - BSAT - BSTAT.

(3) Pour les examens de langues, préciser : active, réserve, service détaché.

(4) Ne rien inscrire dans cette case.

(5) Le candidat porte au numérateur le numéro d'ordre de la feuille et au dénominateur le nombre total de documents constituant sa composition (ex. : 1/3 puis 2/3 et 3/3).

35 Au final, si les incitations économiques sont dans l'ensemble efficaces et concluantes, certaines sont limitées dans leurs effets, voire inefficaces. Pour
40 finir, il est désormais possible d'ouvrir la réflexion et de réfléchir à de nouveaux outils d'incitation qui ne seraient pas de nature financière, comme par exemple la notation extra-financière (B).

40 En effet, la notation extra-financière permet d'apprécier la performance d'une entreprise en fonction d'autres critères que les critères financiers. Les critères extra-financiers notés sont les critères ESG : environ-
45 nement (ex = gestion et valorisation des déchets), social (ex = formation professionnelle) et gouvernance (ex =
45 points au conseil d'administration).

Ainsi, un système de notation extra-financière peut constituer un puissant mécanisme incitatif visant à adopter un comportement responsable. En effet, la société
50 civile est de plus en plus exigeante quant au comportement responsable ou non d'une entreprise. Cela peut s'observer par la croissance du marché des investissements
éthiques, par la volonté (en particulier chez les jeunes) de travailler dans une entreprise "responsable" et de
55 "consommer responsable". En outre, il existe déjà des labels (ex = label Lucie, normes ISO) permettant d'apprécier la performance extra-financière d'une
entreprise. De fait, il s'agit peut-être d'approfondir et de systématiser ces labels.

60 Au final ce système de notation extra-financière incite les entreprises à mettre en place une stratégie RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) structurée. Il s'agit de mesurer par une entreprise afin
d'intégrer les préoccupations sociales et environnemen-
65 tales dans son activité commerciale et dans sa relation avec l'ensemble de ses parties prenantes (salariés, fournisseurs). De plus, la RSE présente l'avantage d'être une stratégie d'entreprise qui privilégie le développement

70 de long-terme à la rentabilité immédiate. Par consé-
-quent, les incitations extra-financières peuvent s'avérer
efficace.

75 En conclusion, les incitations économiques demeurent
efficaces et contribuent à un développement économique
et durable. Néanmoins, il existe certains cas de figure
où les incitations économiques sont limitées dans
leurs effets, voire inefficaces. Par conséquent, il convient
de les prendre en compte et de les réviser. En outre,
80 il est également possible d'élargir les incitations éco-
-nomiques au domaine extra-financier qui permettrait
de gagner en efficacité.

85 Cette idée récente occupe d'ailleurs une place
croissante dans le débat public, à la fois en France
qu'à l'échelle de l'Union Européenne. En effet, la
présidente de la Commission Européenne, Ursula
Van der Leyen, a récemment annoncé la création
d'une taxonomie européenne (un label vert) afin
d'orienter les investissements vers les projets de
transition écologique.

90

95

100

105

110

115

120

125

130

135

140